

Aux organisations syndicales de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche, aux organisations de jeunesse et à la FCPE

Bonjour à toutes et tous,

La FNEC FP-FO vous propose de rejoindre la mobilisation qu'elle initie en cette rentrée face aux dégâts causés par Parcoursup et Mon Master.

L'une et l'autre plateforme constituent une négation totale de la qualification liée à la détention d'un diplôme national et d'un grade universitaire et du droit de tout diplômé à poursuivre ses études dans l'enseignement public. Pour les bacheliers, ce droit était pourtant reconnu et en grande partie effectif jusqu'en 2017, année de mise en place de Parcoursup, chacun pouvant poursuivre des études supérieures à l'Université dans l'établissement et dans la filière de son choix. Pour les diplômés de licence, de la même manière l'accès en master n'était pas restreint jusqu'en 2023.

La situation en cette rentrée est encore plus alarmante que les années précédentes. Concernant Parcoursup, les candidats n'ayant pas reçu de proposition à l'issue de la 1ère phase ont dépassé les 100 000 depuis quelques années et atteignent même les 120 000 en 2026. En réalité c'est plus du double des candidats qui n'ont pas ce qu'ils souhaitent au terme de la procédure. C'est un système qui ne peut que s'aggraver : un effectif croissant de candidats est en effet constitué de ceux qui n'ont eu aucune proposition ou n'ont reçu aucune proposition satisfaisante les années précédentes... On sait aussi les effets psychologiques désastreux que ceci produit sur les élèves dès la classe de seconde, ainsi que le caractère profondément discriminatoire, du point de vue géographique comme social, du traitement des candidatures, comme le rapportent de très nombreux articles de presse chaque année et comme l'avait dénoncé un rapport de la Défenseure des droits il y a quelques années.

Concernant Mon Master, la situation empire plus vite encore, puisque le nombre de candidatures s'accroît (+ 20 000) alors que le nombre de places baisse (- 25 000 places en 2026), soit là aussi environ 120 000 diplômés dont le droit à la poursuite d'études est bafoué.

Les conséquences de ces politiques des gouvernements Macron sont connues : - augmenter considérablement les droits d'inscription, en commençant par les étudiants hors UE, en poursuivant dès cette année par les étudiants des écoles d'ingénieurs publiques et en annonçant la même chose pour ceux des universités ; - encourager le développement des établissements d'enseignement supérieur privé, dont les frais d'inscription sont déjà bien supérieurs à ceux des universités, entre autres en leur octroyant (contre tous les avis du CNESER), le droit de délivrer des grades universitaires ; - développer la militarisation de la jeunesse dans le cadre d'un budget de guerre qui précisément réduit les moyens de l'École, des universités et de la recherche.

Il faut mettre un terme à cette politique de destruction avec l'ouverture immédiate de toutes les places nécessaires en 1ère année d'université comme en master dès cette rentrée, aucun bachelier, aucun étudiant ne doit se rester sur le bord du chemin ; avec l'annulation des hausses des droits d'inscription pour les étudiants extra-communautaires, et en rappelant les revendications d'abrogation du plan « Bienvenue en France », de Parcoursup et de Mon Master.

C'est au moment de la rentrée universitaire qu'il faut agir, la FNEC FP-FO vous propose en ce sens de participer au rassemblement qu'elle appelle le mercredi 9 septembre à 17H00 devant le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et auparavant à la conférence de presse qui se tiendra dans ses locaux à Montreuil le vendredi 4 septembre à 10H00, pour mettre en avant l'exigence que chaque étudiant, chaque bachelier soit inscrit immédiatement dans la filière de son choix.

Amitiés syndicalistes

Clément Poulet, pour la FNEC FP-FO